



24 juillet 2025

Présenté par le Groupe de travail sur l'universalisation du Traité

Original : anglais

Traité sur le commerce des armes**Onzième Conférence des États Parties**

Genève, 25–29 août 2025

GRUPE DE TRAVAIL SUR L'UNIVERSALISATION DU TRAITÉ RAPPORT DES COPRÉSIDENTS À LA CEP11

INTRODUCTION

1. Ce rapport à la Onzième Conférence des États Parties (CEP11) au Traité sur le commerce des armes (TCA) est soumis par les Coprésidents du Groupe de travail sur l'universalisation du Traité (WGTU), l'Ambassadeur Carlos FORADORI de l'Argentine et l'Ambassadeur Razvan RUSU de la Roumanie. Il vise à rendre compte des travaux entrepris par le WGTU et les parties prenantes au TCA dans la promotion de l'universalisation du Traité depuis la CEP10, comme cela a été évoqué lors de la réunion du WGTU du 27 février 2025. Le rapport comporte également un résumé des discussions et des résultats de la réunion du WGTU du 27 février 2025 [et la note d'information présentée par les Coprésidents du WGTU lors de la réunion préparatoire informelle à la CEP11 les 20 et 21 mai 2025]. Le rapport se termine par des recommandations que le WGTU soumet à l'examen de la CEP11 sur ce sujet.

CONTEXTE

2. Le Groupe de travail sur l'universalisation du Traité (WGTU) a été créé par la CEP3 en vue de diriger le processus d'harmonisation des réflexions et des idées sur la question de l'universalisation du Traité et de déterminer les meilleures approches permettant de faire avancer cette question. Les travaux du WGTU sont guidés par ses Termes de référence ainsi que par son Plan de travail initial approuvé par la CEP3 ([ATT/CSP3.WGTU/2017/CHAIR/160/Conf.Rep](#)).

3. À la suite de discussions sur l'amélioration des travaux du WGTU, ainsi que d'un examen du programme de travail du TCA et d'un changement d'orientation des groupes de travail, qui après avoir mené des débats théoriques se concentreront sur les questions pratiques de mise en œuvre du Traité, la CEP10 a pris un certain nombre de décisions qui ont eu une incidence sur les travaux du WGTU. La CEP10 a tout d'abord salué le « plan de travail du WGTU pour les efforts d'universalisation du TCA » qui vise à orienter les discussions sur l'universalisation du Traité et les efforts de sensibilisation des parties prenantes au TCA au cours des cycles allant de la CEP11 à la CEP13 ([ATT/CSP10.WGTU/2024/CHAIR/801/Conf.Rep](#) ; annexe A). Le plan de travail lui-même charge le WGTU d'administrer le plan de travail et de suivre et orienter sa mise en œuvre dans le cadre d'un point récurrent de l'ordre du jour du WGTU intitulé « mise en œuvre du plan de travail du WGTU pour les efforts d'universalisation du TCA ». Après avoir mis en adéquation les travaux du WGTU avec les activités principales du Groupe de travail sur l'application efficace du Traité, la CEP10 a également confié au WGTU le soin de mener des discussions structurées sur les pratiques nationales en matière de ratification/d'adhésion et d'intégration et a accueilli favorablement une liste de questions pratiques à cette fin ([ATT/CSP10.WGTU/2024/CHAIR/801/Conf.Rep](#) ; annexe B). Cette

question sera traitée dans le cadre d'un point récurrent de l'ordre du jour du WGTU intitulé « pratiques nationales en matière de ratification/d'adhésion et d'intégration » pendant au moins 3 cycles de CEP (CEP11 à CEP13).

RÉUNION DU WGTU DU 27 FÉVRIER 2025

4. Le WGTU a tenu sa seule réunion du processus préparatoire à la CEP11 le 27 février 2025. Une lettre des Coprésidents du WGTU et un projet d'ordre du jour annoté pour la réunion ont été distribués le 29 janvier 2025 ([ATT/CSP11.WGTU/2025/CHAIR/810/DrAnnAgenda](https://www.thearmstradetreaty.org/att/csp11.wgtu/2025/Chair/810/DrAnnAgenda)). Afin de faciliter la préparation de la réunion, la lettre des Coprésidents posait plusieurs questions concrètes destinées à être examinées par les délégations et le projet d'ordre du jour annoté comportait une annexe avec des questions pratiques mentionnées plus haut et portant sur la ratification/l'adhésion et l'intégration.

Point du Secrétariat du TCA sur l'état des ratifications et des adhésions

5. Le Secrétariat du TCA a lancé la réunion avec une présentation sur [l'état de la participation](#)¹. Depuis la CEP10, trois États supplémentaires sont devenus États Parties au TCA — la Gambie, le Malawi et la Colombie — ce qui porte à 116 le nombre d'États Parties au TCA. 26 États signataires ne sont pas encore États Parties. En ce qui concerne le taux de participation régionale, l'Asie et l'Océanie ont toujours le taux de participation le plus bas. En Asie, seuls 23 % de tous les États sont Parties au TCA (avec 21 % supplémentaires ayant signé le Traité) et en Océanie, seulement 40 % de tous les États sont des États Parties au TCA (avec 20 % d'États signataires). C'est la raison pour laquelle le plan de travail du WGTU pour les efforts d'universalisation du TCA se concentre sur les États de la région Asie-Pacifique qui n'ont pas encore adhéré au Traité.

Point sur les activités visant à promouvoir l'universalisation du TCA

6. Le Président de la CEP11 a présenté les activités d'universalisation qu'il a menées depuis sa prise de fonction. Les premières activités ont consisté à faciliter la négociation de la [résolution 2024 du TCA](#) au cours de la réunion de la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (approuvée par 159 États, sans aucune voix contre) ainsi qu'à mener des discussions avec des États non Parties et des États signataires et à participer à diverses manifestations en marge de la réunion de la Première Commission. Parmi les autres occasions au cours desquelles le Président de la CEP11 a abordé la question de l'universalisation du TCA, on peut citer la Conférence de l'Union européenne (UE) sur la non-prolifération et le désarmement, la 5e Conférence d'examen du Traité sur l'interdiction des mines, l'Assemblée annuelle de l'Union interparlementaire, une réunion infrarégionale sur l'universalisation du TCA, dirigée par les Philippines et financée par le VTF, un webinaire du centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie-Pacifique (UNRCPD) et de Small Arms Survey sur « la promotion de l'universalisation en Asie-Pacifique » et le débat de haut niveau de la Conférence du désarmement.

7. Le Président de la CEP11 a également profité de l'occasion pour expliquer l'orientation thématique de sa présidence sur l'universalisation, en référence à son document de réflexion intitulé « Priorité à l'universalisation » qui a été distribué à toutes les parties prenantes au TCA le 19 février 2025. Destiné à

¹ Les dernières informations sur l'état de la participation au TCA sont consultables sur la page *Treaty Status* (état du Traité) du site Internet du TCA : <https://www.thearmstradetreaty.org/treaty-status.html?templateId=209883>.

étoffer le plan de travail du WGTU, ce document recense des domaines d'action concrets, soulignant la nécessité de stratégies de sensibilisation adaptées, de mécanismes de coopération renforcés et d'un engagement auprès d'un large éventail de parties prenantes. L'objectif est d'avoir une discussion sur les idées contenues dans le document lors de la réunion préparatoire informelle de la CEP11 les 20 et 21 mai 2025, en vue de convenir de recommandations supplémentaires pour étoffer le plan de travail du WGTU.

8. Ensuite, plusieurs États Parties et organisations régionales ont informé les délégations de leurs efforts d'universalisation depuis la CEP10. Il s'agit notamment d'activités dans le cadre du Fonds d'affectation volontaire du TCA (VTF), du programme de sensibilisation au TCA de l'UE et de l'ASEAN, notamment en Afrique de l'Est et en Asie du Sud-Est. Le soutien de l'État a également été évoqué dans le cadre de 10 projets, ainsi que de ses recommandations sur l'universalisation. Sur le fond, les délégations ont fait référence aux défis concernant la coopération interinstitutionnelle, les considérations politiques, et l'incertitude concernant les règles et les avantages du Traité. Les délégations ont indiqué qu'il est important de s'engager avec les États sur ces défis, d'éliminer les perceptions erronées et de se concentrer sur les sujets pertinents, qui pour de nombreux États ne concernent pas le contrôle des exportations, mais plutôt celui du transit et du courtage. Les délégations ont également mentionné la pertinence d'aborder le TCA dans les réunions de haut niveau chaque fois que cela est possible et ont indiqué qu'elles étaient prêtes à apporter leur aide.

9. En réponse, le Président de la CEP11 a encouragé les délégations qui s'impliquent dans des activités de sensibilisation à l'universalisation à partager les difficultés et les attitudes des États ciblés quant au TCA avec le Secrétariat du TCA. Cela pourrait permettre d'évaluer l'inclination d'un État à adhérer au Traité et permettre une approche plus adaptée à chaque État Partie potentiel.

10. Les organisations de la société civile ont ensuite évoqué les activités menées sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge pour les États du Sud-Est asiatique et de l'Union interparlementaire, ainsi que des efforts plus généraux visant à connaître les raisons pour lesquelles les États n'adhèrent pas au TCA. Une organisation a fait référence au peu d'intérêt que suscite le TCA dans les pays arabes et à la nécessité de redoubler d'efforts, y compris de la part des organisations régionales.

11. Certaines délégations ont également abordé le document de réflexion, se félicitant de son orientation pratique et pragmatique, ainsi que de ses recommandations pertinentes, notamment en ce qui concerne la visibilité du TCA, l'utilisation des médias sociaux et l'implication des universitaires et des parlementaires. Les délégations ont également salué la mention des champions régionaux de l'universalisation et des synergies avec d'autres cadres de contrôle des armes, et ont convenu de la nécessité d'un engagement régional pour qu'un terrain d'entente sur les questions difficiles soit trouvé entre États voisins.

Mise en œuvre du plan de travail du WGTU concernant les efforts d'universalisation du TCA

12. Le Président de la CEP11 a présenté ce nouveau point récurrent de l'ordre du jour en soulignant deux aspects importants du cadre général que le plan de travail offre pour les efforts d'universalisation du TCA, à savoir l'accent régional mis sur les États d'Asie-Pacifique qui n'ont pas encore adhéré au Traité et la reconnaissance de la nécessité d'une collaboration et d'une coordination entre toutes les parties prenantes au TCA dans leurs efforts entrepris pour convaincre de nouveaux États d'adhérer au Traité. Par la suite, le

Président de la CEP11 a rendu compte des résultats de l'enquête menée par le Secrétariat du TCA auprès des points de contact nationaux du TCA concernant l'intérêt des États Parties à jouer le rôle de champions régionaux de l'universalisation, informant les délégations qu'à ce jour, aucun État Partie n'avait manifesté le désir d'assumer ce rôle. Concernant les autres tâches du plan de travail, les Coprésidents ont inclus dans leur lettre la question de savoir comment les orientations du plan de travail pourraient être concrètement incorporées dans les efforts d'universalisation des États Parties et d'autres parties prenantes. Au cours de la réunion, le Président de la CEP11 a posé les questions concrètes suivantes : i) si et comment l'accent mis sur les États d'Asie-Pacifique et les États signataires a eu une incidence sur la planification des activités d'universalisation ; ii) comment la probabilité qu'un État adhère au TCA doit être évaluée ; iii) si les conseils de la trousse à outils sur l'universalisation du TCA sont utilisés lors de la conduite des activités d'universalisation ; et iv) si les délégations ont promu le VTF, le programme de parrainage du TCA et la participation aux réunions du TCA dans le cadre de leurs activités de sensibilisation à l'universalisation.

13. En réponse, certaines délégations ont évoqué le plan de travail de manière plus générale et ont souligné la nécessité de coordonner les efforts, l'intérêt de communiquer les profils TCA des États ciblés et d'instrumentaliser le programme de parrainage du TCA et le VTF. Les délégations ont également souligné l'importance des approches régionales et ont exprimé leur soutien à l'initiative des champions régionaux de l'universalisation.

Ratification/adhésion et pratiques nationales d'intégration

14. Le Président de la CEP11 a présenté ce deuxième nouveau point récurrent de l'ordre du jour en donnant un aperçu succinct du sujet et des modalités de travail pour ces discussions structurées qui sont les mêmes dans les trois groupes de travail du TCA. Pour commencer, M. Deepayan BASU RAY, directeur de l'UNRCPD, a été invité à faire une présentation introductive et à partager son point de vue sur la ratification, l'adhésion et l'intégration du TCA dans la région cible d'Asie-Pacifique, y compris sur les défis et les contraintes pratiques, et à décrire le travail de l'UNRCPD sur l'universalisation. Dans sa présentation, M. BASU RAY a souligné l'étendue et la diversité de la région Asie-Pacifique et a expliqué comment l'UNRCPD facilite le dialogue, fournit un soutien technique et encourage les partenariats pour faire progresser le contrôle des armes et l'universalisation du TCA. Il a donné des exemples d'initiatives en cours au Cambodge, au Kirghizistan et en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où l'UNRCPD soutient les réformes juridiques et la coopération interinstitutionnelle et régionale. M. BASU RAY a également évoqué les défis de la géographie et des priorités politiques dans la région, soulignant la nécessité de poursuivre les efforts et d'intégrer le travail lié au TCA avec des objectifs mondiaux plus larges tels que les Objectifs de développement durable (ODD). Enfin, il a réaffirmé l'engagement de l'UNRCPD à soutenir les efforts d'universalisation et de mise en œuvre du TCA.

15. Après cette introduction, les représentants de la Colombie et de la Norvège ont partagé leurs expériences nationales et les défis liés à la ratification et à l'intégration du TCA. Il s'agissait notamment de décrire les procédures législatives et judiciaires et les acteurs impliqués. La Colombie a notamment abordé la coopération internationale (avec les États dans sa région et au-delà) et l'assistance internationale qu'elle a reçue et qu'elle continue de recevoir pour mettre en place et perfectionner son régime de contrôle national. La Norvège a mentionné la contribution de la société civile et de l'industrie au processus et a indiqué que, bien qu'aucun changement législatif n'ait été jugé nécessaire, elle a mis à jour les directives internes pour refléter les principales dispositions du TCA.

16. Au cours de l'échange qui a suivi, d'autres États Parties ont partagé leurs expériences nationales

en matière de ratification, d'adhésion et d'intégration. Certaines délégations ont expliqué dans quelle mesure les réformes juridiques nécessaires et les défis liés aux travaux parlementaires, tels que les consultations obligatoires avec les parties prenantes concernées, peuvent avoir une incidence sur les délais de ratification ou d'adhésion. Cela vaut surtout pour les États qui n'ont pas de régime de contrôle national préétabli. C'est pourquoi les efforts d'universalisation doivent aller de pair avec l'attention portée aux besoins d'assistance technique. À la lumière des expériences qui ont été partagées, les délégations ont également réitéré la nécessité d'une coopération et d'un engagement régionaux, indiquant que les préoccupations et les défis communs peuvent donner plus de poids et d'intérêt aux conversations.

CONCLUSIONS DE LA RÉUNION DU WGTU DU 27 FÉVRIER 2025 ET ÉTAPES SUIVANTES

17. En ce qui concerne les prochaines étapes du processus en vue de la CEP11, les Coprésidents ont identifié deux résultats (livrables) à atteindre. Le premier livrable attendu est un document de travail du Président de la CEP11 contenant un certain nombre de recommandations destinées à la CEP11. Le second livrable attendu concerne l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan de travail du WGTU.

18. Pour obtenir ces livrables, le Président de la CEP11 a d'abord réitéré l'appel lancé aux États Parties pour qu'ils envisagent d'assumer le rôle de champion régional de l'universalisation conformément au plan de travail du WGTU et a demandé l'apport d'autres commentaires et suggestions concernant son document de réflexion. En outre, le Président et le Secrétariat du TCA ont prévu des activités pour faire avancer les travaux sur les deux livrables attendus ainsi que sur leur objectif commun d'élaborer ou d'affiner des stratégies pour renforcer et rationaliser les efforts d'universalisation. Il s'agit notamment de discussions informelles visant à identifier les principaux obstacles à l'universalisation et les solutions possibles, à renforcer la communication avec les États non Parties et à obtenir des informations sur l'état d'avancement de la ratification des États et leur profil TCA, ainsi qu'une réunion informelle prévue avec les champions régionaux de l'universalisation pour explorer les évaluations de l'inclination des États à adhérer au TCA, renforcer la collaboration et affiner l'engagement régional et les stratégies d'information ciblées.

NOTE D'INFORMATION DU WGTU LORS DE LA RÉUNION INFORMELLE PRÉPARATOIRE À LA CEP11 LES 20 ET 21 MAI 2025

19. Au cours de la réunion informelle préparatoire à la CEP10, le 20 mai 2025, les Coprésidents ont présenté le projet du présent rapport et ses recommandations.

20. En réponse, les délégations ont exprimé leur soutien aux projets de recommandations et aux résultats livrables identifiés. Comme les délégations n'ont proposé aucun changement concernant le projet de rapport et ses recommandations, aucune modification n'a été apportée.

21. De manière plus générale, les délégations ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'universalisation et ont mentionné l'importance de la promotion, de la sensibilisation et de l'assistance ainsi que de la coordination des efforts. Les délégations ont notamment accueilli favorablement la recommandation concernant la coopération et l'engagement régionaux et ont préconisé la mise en place de stratégies adaptées pour promouvoir la ratification/l'adhésion dans les régions Asie-Pacifique, Afrique et MENA ainsi qu'à l'égard des États Signataires. Les délégations ont également partagé les activités récentes d'universalisation, en particulier celles concernant la région Asie-Pacifique. Les délégations ont en outre souligné le rôle de la transparence et du renforcement des capacités dans l'acceptation croissante du Traité et ont convenu qu'il était essentiel de s'attaquer aux idées fausses, d'examiner les sensibilités

politiques et d'évaluer les difficultés de mise en œuvre pour faire progresser l'universalisation du Traité.

RECOMMANDATIONS À L'ATTENTION DE LA CEP11

22. Sur la base de ce qui précède et compte tenu du travail entrepris par le WGTU pour accomplir son mandat au cours de la période séparant la CEP10 et la CEP11, le groupe de travail recommande que la CEP11 :

- 1) *exprime sa gratitude à l'égard des États Parties qui ont accepté d'assumer le rôle de champion régional de l'universalisation conformément au plan de travail du WGTU pour les efforts d'universalisation du TCA et encourage les autres États Parties à suivre leur exemple ;*
- 2) *réaffirme que la coopération et l'engagement régionaux sont des instruments clés pour inciter les États à adhérer au Traité et appelle tous les États Parties et autres parties prenantes au TCA impliqués dans les efforts d'universalisation du TCA à inclure les champions régionaux de l'universalisation, les organisations régionales et les autres acteurs régionaux pertinents dans leurs activités d'universalisation ;*
- 3) *appelle tous les États Parties et autres parties prenantes au TCA impliqués dans les efforts d'universalisation du TCA à informer le Secrétariat du TCA bien à l'avance de leurs activités bilatérales, multilatérales et régionales prévues, comme demandé dans le plan de travail, ainsi qu'à partager leurs conclusions et les résultats de leurs efforts avec le Secrétariat, lorsque cela est possible et approprié ; et*
- 4) *continue d'encourager les États Parties à se porter volontaires pour présenter leurs pratiques nationales en matière de ratification/d'adhésion et d'intégration, en tenant compte des questions pratiques relatives à la ratification/l'adhésion et à l'intégration qui ont été validées par la CEP10 à cette fin.*
